1868

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

N° 186

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato cent. 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE			Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	42	22	12
Per le Provincie del Regno		»	46	24	13
Svizzera		»	58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		»	52	27	15

FIRENZE, Venerdì 10 Luglio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE			Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		»	112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		»	82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4447 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione conchiusa tra l'Italia e l'Austria, il Belgio, la Spagna, gli Stati Uniti d'America, la Francia, la Gran Bretagna, i Paesi Bassi, il Portogallo, la Svezia e Norvegia ed il Marocco, per l'amministrazione ed il mantenimento del faro eretto al Capo Spartel, firmata in Tangeri il 31 maggio 1865, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 14 febbraio 1867.

Art. 2. La spesa occorrente pel pagamento della quota annua, che in base al disposto dell'articolo 2 della Convenzione risulterà a carico dell'Italia, sarà stanziata fra quelle dell'illuminazione marittima, solite a iscriversi nel bilancio annuo del Ministero dei lavori pubblici.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 21 giugno 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione tra l'Italia, il Marocco, l'Austria, il Belgio, la Spagna, gli Stati Uniti d'America, la Francia, la Gran Bretagna, i Paesi Bassi, il Portogallo e la Svezia e Norvegia, relativa all'amministrazione e mantenimento del faro del Capo Spartel, essendo stata conchiusa e sotttoscritta dai rispettivi plenipotenziari in Tangeri addì trent'uno del mese di maggio del corrente anno mille ottocento sessantacinque;

Convenzione del tenore seguente:

CONVENTION

entre l'Italie, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande Bretagne, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède d'une part, et le Sultan du Maroc d'autre part, concernant l'administration et l'entretien du phare du Cap Spartel.

Au nom de Dieu unique!
Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu!

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Son Excellence le Président de la République des États-Unis d'Amérique, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége,

Et Sa Majesté le Sultan du Maroc et de Fez, animés d'un égal désir d'assurer la sécurité de la navigation sur les côtes du Maroc, et voulant pourvoir d'un commun accord aux mesures les plus propres à atteindre ce but, ont résolu de conclure une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Alexandre De Verdinois, chevalier de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Son agent et consul général près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, sir John Hay Drummond Hay, commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Son agent général *ad interim* près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Ernest Daluin, chevalier de Son Ordre de Léopold, commandeur de nombre de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, commandeur de l'Ordre du Nicham-Iftkihar de Tunis, Son consul général à la côte occidentale d'Afrique;

Sa Majesté la Reine d'Espagne, don Francisco Merry y Colon, Grand-croix de Son Ordre d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, décoré de l'Ordre Impérial ottoman du Medjidié de 3me classe, officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc., etc., Son Ministre résident près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Son Excellence le Président de la République des États-Unis d'Amérique, le sieur Jesse Harland Mac Math, Esquire, Son consul général près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Auguste-Louis-Victor baron Aymé d'Aquin, Officier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre de François Ier des Deux-Siciles, Commandeur de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, Commandeur de l'Ordre du Christ de Portugal, Commandeur de l'Ordre du Lion de Brunswick, Chevalier de l'Ordre de Constantin des Deux-Siciles, Chevalier de l'Ordre des Guelphes de Hanovre, Son Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sir John Hay Drummond Hay, Commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Son Ministre résident près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, sir John Hay Drummond Hay, Commandeur du très-honorable Ordre du Bain, Gérant le Consulat général des Pays-Bas au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le sieur José Daniel Colaço, Commandeur de Son Ordre du Christ, Chevalier de l'Ordre de la Rose du Brésil, Son Consul général près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, le sieur Selim d'Ehrenhoff, Chevalier de Son Ordre de Wasa, Son Consul général près Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Et Sa Majesté le Sultan du Maroc et de Fez, le lettré Sid Mohammed Bargasch, Son Ministre des affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sa Majesté schérifienne ayant dans un intérêt d'humanité ordonné la construction aux frais du Gouvernement marocain d'un phare au Cap Spartel, consent à remettre, pour toute la durée de la présente Convention, la direction supérieure et l'administration de cet établissement aux Représentants des Puissances contractantes. Il est bien entendu que cette délégation ne porte aucune atteinte aux droits de propriété et de souveraineté du Sultan, dont le pavillon sera seul arboré sur la tour du phare.

Art. 2. Le Gouvernement marocain ne possédant actuellement aucune marine, soit de guerre, soit de commerce, les dépenses nécessaires pour l'entretien et l'administration du phare seront supportées par les Puissances contractantes, au moyen d'une contribution annuelle dont la quotité sera égale pour chacune d'elles. Si plus tard le Sultan venait à posséder une marine militaire ou marchande, il s'engage à prendre part aux dépenses dans la même proportion que les autres Puissances signataires. Les frais de réparation, et, au besoin, de reconstruction, seront d'ailleurs à sa charge.

Art. 3. Le Sultan fournira, pour la sûreté du phare, une garde composée d'un kaïd et de quatre soldats. Il s'engage en outre à pourvoir, par tous les moyens qui dépendent de lui, même en cas de guerre, soit intérieure, soit extérieure, à la conservation de cet établissement, ainsi qu'à la sécurité des gardiens et employés.

D'un autre côté les Puissances contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à respecter la neutralité du phare et à continuer le paiement de la contribution destinée à son entretien, même dans le cas où (ce qu'à Dieu ne plaise) des hostilités viendraient à éclater, soit entre elles, soit entre l'une d'elles et le Royaume du Maroc.

Art. 4. Les représentants des puissances contractantes, chargés, en vertu de l'article premier de la présente Convention, de la direction supérieure et de l'administration du phare, établiront les règlements nécessaires pour le service et la surveillance de cet établissement, et aucune modification ne pourra être ensuite apportée à ces règlements que d'un commun accord entre les puissances contractantes.

Art. 5. La présente Convention demeurera en vigueur pendant dix années. Dans le cas où, six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des hautes parties contractantes n'aurait, par une déclaration officielle, annoncé son intention de faire cesser en ce qui la concerne les effets de la Convention, elle restera en vigueur pendant une année encore, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à due dénonciation.

Art. 6. L'exécution des engagements réciproques, contenus dans la présente Convention, est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les *Lois constitutionnelles* de celles des hautes parties contractantes, qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Tanger aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original en français et en arabe, à Tanger *la protégée de Dieu*, le cinquième jour de la lune de *Moharem*, l'an de l'*Hégire* 1282, qui correspond au trente et un du mois de mai de l'année mil huit cent-soixante-cinq.

(L. S.) A. Verdinois.
(L. S.) J. H. Drummond Hay.
(L. S.) Ernest Daluin.
(L. S.) Francisco Merry y Colon.
(L. S.) Jesse H. Mac Math.
(L. S.) Aymé d'Aquin.
(L. S.) J. H. Drummond Hay.
(L. S.) J. H. Drummond Hay.
(L. S.) José Daniel Colaço.
(L. S.) Selim d'Ehrenhoff.
(L. S.) Mohammed Bargasch.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla osservare inviolabilmente.

In fede di che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Firenze addì ventitre del mese di settembre, l'anno del Signore mille ottocento sessantacinque, e del Regno Nostro il decimosettimo.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Presidente del Consiglio
Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri.
A. LA MARMORA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Firenze in data del 6 marzo ultimo scorso con cui è autorizzato il sindaco della stessa città a chiedere l'espropriazione, per causa di pubblica utilità, dello stradone al Poggio Imperiale, dei terreni adiacenti, e del piazzale fronteggiante la villa di tal nome, ora spettanti all'amministrazione demaniale;

Veduta la domanda fatta dal sindaco di Firenze in data del 29 aprile p. p. onde ottenere che sia dichiarata di pubblica utilità l'espropriazione predetta allo scopo precipuo di conservare in quella amena località il passaggio pubblico;

Veduto il voto emesso dal Consiglio superiore dei lavori pubblici nell'adunanza del 30 maggio passato;

Veduto l'articolo 12 della legge 25 giugno 1865 sulla espropriazione per causa di pubblica utilità;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Considerando che lo scopo prefissosi dal municipio di Firenze è evidentemente utile al pubblico, inquantochè tende ad impedire che sia tolta ad esso una passeggiata comoda ed igienica, come potrebbe accadere, ove gl'indicati terreni cadessero in mano dei privati per mezzo di pubblica asta;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato pei lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È dichiarato di pubblica utilità l'espropriazione dello stradone al Poggio Imperiale, dei terreni adiacenti e del piazzale fronteggiante la villa di tal nome, spettanti all'amministrazione demaniale, ed indicati a color rosso nella annessa pianta soscritta dal sindaco, vista d'ordine Nostro dal predetto ministro.

Art. 2. Lo stesso Nostro ministro segretario di Stato pei lavori pubblici è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti, ed inserito nella *Gazzetta ufficiale del Regno*.

Dato a Torino, addì 28 giugno 1868.

VITTORIO EMANUELE.

G. CANTELLI.

Sulla proposta del ministro della guerra S. M. ha nelle infra indicate udienze fatte le seguenti disposizioni:

In udienza delli 23 giugno 1868:

Simondi Egidio, aiutante contabile d'artiglieria di 1ª classe, collocato in aspettativa per motivi di famiglia in seguito a sua domanda.

In udienza delli 26 stesso mese:

Molinengo Lorenzo, contabile d'artiglieria di 1ª classe in aspettativa per infermità temporarie, richiamato in effettivo servizio.

Con Reale decreto delli 14 giugno 1868 lo scrivano di 1ª classe nel Corpo di intendenza militare signor Borgongini Luigi, già in aspettativa per motivi di famiglia, venne collocato in disponibilità per riduzione dei ruoli organici.

Con altro Reale decreto delli 26 giugno 1868 lo scrivano di 2ª classe nel Corpo predetto signor Agnello De Lutio, in aspettativa per motivi di famiglia, venne collocato in disponibilità per riduzione de' ruoli organici.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

SENATO DEL REGNO.

Nella pubblica sua adunanza di ieri, dopo la prestazione del giuramento del senatore comm. Guicciardi, e l'annunzio d'una interpellanza del senatore Cappone al ministro dei lavori pubblici, il Senato proseguì ed ultimò la discussione dello schema di legge per l'aumento delle contribuzioni dirette e loro riparto nel compartimento ligure-piemontese, rimasta all'art. 13, alla quale presero ancora parte i senatori Farina, Saracco, Siotto-Pintor, Lauzi e Porro relatore ed il ministro della finanza, e ne vennero infine adottati i rimanenti articoli del progetto, colle modificazioni proposte al 13° e 19° dalla Commissione e consentite dal ministro delle finanze, ed il complesso della legge riescì approvato alla maggioranza di 63 voti favorevoli e 16 contrari, sopra 79 votanti e 82 presenti, di cui tre astenutisi.

Discusse quindi ed approvò senza contestazione, a grande maggioranza di voti, i seguenti progetti di legge:

1° Prefissione del termine per richiami contro le decisioni della Corte dei conti in materia di pensioni.

2° Attuazione del nuovo catasto nei comuni dell'ex-ducato di Lucca.

3° Lavori marittimi a difesa della cala di Palermo.

4° Modificazioni di alcuni dazi di dogana.

CAMERA DEI DEPUTATI.

Nella tornata di ieri la Camera, dopo di avere approvati a squittinio segreto quattro dei sei disegni di legge discussi nelle sedute precedenti, e di avere convalidato l'elezione del signor Negrotto Lazzaro a deputato del 1° collegio di Genova, cominciò la discussione di uno schema relativo all'armamento delle navi corazzate dello Stato; del quale ragionarono i deputati Maldini, Pescetto e il ministro della marina.

Il ministro delle finanze ripresentò il disegno di legge concernente l'aumento di un decimo delle contribuzioni dirette, già sanzionato dalla Camera e quindi modificato dal Senato.

Nelle note degli assenti senza congedo regolare pubblicate nei numeri 181 e 183 incorse per errore il nome del deputato Bullo, che doveva invece essere registrato fra coloro che hanno ottenuto un regolare congedo.

MINISTERO
DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Concorso alla cattedra di patologia generale vacante nella R. Università di Palermo.

In conformità della deliberazione presa dal Consiglio superiore della pubblica istruzione nella sua adunanza del giorno 1° corrente è aperto a norma degli articoli 58 e seguenti della legge 13 novembre 1859, promulgata nella Sicilia col decreto prodittatoriale 17 ottobre 1860, il concorso per la nomina del professore titolare alla cattedra di patologia generale vacante nella R. Università di Palermo.

Il concorso avrà luogo presso l'Università predetta.

Gli aspiranti vorranno presentare le domande di ammissione al concorso, ed i loro titoli al Ministero della pubblica istruzione entro tutto il giorno 31 agosto prossimo, dichiarando nelle domande se intendono di concorrere per titoli, ovvero per esame, ovvero per le due forme ad un tempo.

Firenze, addì 15 giugno 1868.

Il Direttore capo della 3ª Divisione
S. GATTI.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Camera dei Comuni. Tornata del 6 luglio:

La Camera si formò in Comitato per discutere il *bill* sulla corruzione elettorale e la clausula 5 che trasferisce la giurisdizione nelle petizioni sulle elezioni ai tribunali civili.

Il signor Bouverie propose di creare un tribunale composto di cinque membri della Camera che agiscono come giurati sotto la presidenza di un giudice.

Il Collier biasimò quel progetto perchè non assicura l'inchiesta locale e immediata.

Il signor Henley sostenne il concetto del signor Bouverie. Quanto alla inchiesta locale osservò che la sua importanza è stata esagerata.

Il signor Mill, al contrario, dette moltissima importanza alla inchiesta locale, si dichiarò pronto ad accettare il *bill* a condizione che la Camera si riserbi il potere di ricominciare la giurisdizione se lo esperimento non è soddisfacente, e a questo fine propose che il *bill* sia limitato a due anni.

Il signor Gladstone benchè preferisca personalmente al *bill* ed all'emendamento del Bouverie un progetto dell'Ayrton (per cominciare dalle indagini preliminari fatte da officiali specialmente nominati) istigò il Governo ad agevolare il progetto del *bill* accettando il suggerimento del signor Mill.

Il signor Disraeli non volle manifestare la sua opinione in quanto sia espediente di limitare la durata del *bill* ma promesse di esaminare la cosa quando venga proposta come un emendamento sostanziale. Chiamò l'emendamento del signor Bouverie fatale a tutto il principio del *bill*.

I signori Lopes e O'Loglen sostennero l'emendamento e il signor Kuatchbull parlò contro.

L'emendamento del signor Ayrton passò con 136 voti contro 71. (*Times*)

— L'*Express* del 6 luglio crede di poter dire che la prorogazione del Parlamento inglese si farà il 21 luglio e lo scioglimento nella prima settimana di novembre.

PRUSSIA. — La *Correspond. du Nord-Est* riferisce le seguenti informazioni circa la salute del signor de Bismarck ed intorno alle relazioni fra il re Guglielmo ed il suo primo ministro.

Il signor de Bismarck è in piena convalescenza. Le notizie ricevute oggi stesso da Varzin in Pomerania, dove egli risiede, sono eccellenti.

Le sofferenze nervose lo hanno abbandonato, ed egli può già fare delle piccole passeggiate a piedi ed in carrozza. Da alcuni giorni egli lavora un'ora al giorno ed il telegrafo fra Berlino e Varzin è sempre in attività. Il signor de Thiele invia quotidianamente un lungo rapporto sopra ciò che accade. Il re si fa del paro inviare ogni giorno per telegrafo notizie della salute del suo primo ministro. S. M. gli scrisse ultimamente da Babelsberg una lunga lettera.

In tale lettera, il re, dopo avere caldamente felicitato il cancelliere per i miglioramenti del di lui stato di salute e dopo alcune espressioni di alta benevolenza esprime il contento che gli ha arrecato il recente viaggio ad Annover ed a Worms e soprattutto l'alta soddisfazione che gli ha fatta provare il colloquio coi sovrani del Sud.

Il re aggiunge che in tale occasione egli ha avuta un'altra prova della inalterabile fedeltà dei sovrani medesimi.

— Scrivono da Berlino, 4 luglio allo stesso giornale:

In tutta fretta vi comunico una notizia interessante. L'aiutante generale di campo di S. M. l'Imperarore di Russia, signor de Moerder è giunto qui. Egli ha incarico di trattare confidenzialmente la questione di un convegno tra il re di Prussia, l'Imperatore di Russia e l'Imperatore Napoleone. Vi do questa notizia come positiva ed autentica. Presto vi manderò in proposito altri ragguagli.

AUSTRIA. — Da Vienna 6 luglio scrivono:

Si annunzia che l'ammiraglio lord Clarence Paget, comandante supremo della flotta inglese del Mediterraneo, intende visitare entro questo mese i più importanti porti dell'Austria. Il ministro degli esteri aderì volonterosissimamente alla richiesta, indirizzatagli dal Governo inglese col mezzo della sua ambasciata di Vienna, di poter entrare con questa flotta nel porto militare di Pola.

— E da Gratz sotto la stessa data:

Oggi si tenne un'adunanza popolare a cui assistevano più di 2,000 persone; mille non poterono prendervi parte per mancanza di spazio. Una protesta contro l'allocuzione papale, come pure una proposta per l'abolizione del Concordato, furono approvate ad unanimità con entusiasmo.

— La *Corrispondenza generale austriaca* annunzia che il Governo rumeno ha accolte in principio le domande di indennità che il Governo austriaco ha formulate nell'occasione degli eccessi che vennero perpetrati in Moldavia contro sudditi austriaci e che sono state con forza appoggiate dal Gabinetto francese. Essa aggiunge che una Commissione di inchiesta è occupata a ricercare e fissare la cifra delle indennità da accordarsi.

— La *Correspondance del Nord-Est* annunzia che il Governo inglese ha fatto premure presso quello d'Austria onde seguisse sollecitamente la ratifica del trattato di commercio conchiuso fra le due potenze ed affine di poterlo presentare al Parlamento inglese prima che esso venga prorogato, senza di che tale presentazione non avverrebbe che nel venturo febbraio epoca nella quale soltanto verrà inaugurata la nuova sessione del Parlamento medesimo.

— I giornali di Pesth si preoccupano della questione di estradizione proposta al Governo ungherese dal Governo serbo in seguito al processo di Belgrado. Il *Lloyd ungherese* segnatamente coglie l'occasione degli arresti seguiti a Neusatz ed a Pesth per difendere la inviolabilità del diritto di asilo accordato ai rifugiati politici. I fogli ungheresi inclinano a che gli incolpati arrestati in Ungheria vengano giudicati da' tribunali ungheresi quand'anche riuscisse stabilito che i prevenuti si sieno resi colpevoli di un reato comune. Essi non sconoscono tuttavia che il mantenimento delle buone relazioni fra l'Ungheria e la Servia rendono la questione assai delicata e che in simile caso non bisogna considerare soltanto il principio della libertà ma anche la necessità della convenienza diplomatica.

— All'*Osservatore triestino* telegrafano:

Vienna, 8 luglio.

La *Gazzetta ufficiale di Vienna* scrive:

Dietro pratiche del ministro di agricoltura, il ministro della guerra diede facoltà alle autorità militari di tutte le provincie della Corona, eccettuata la Dalmazia, di mettere a disposizione dei possidenti, qualora ne facciano domanda, i soldati dei quarti e dei quinti battaglioni per i lavori del raccolto di quest'anno, verso una mercede da combinarsi.

SERBIA. — Da Belgrado, 4 corrente, scrivono riassumendo nei termini che seguono le ultime deliberazioni adottate dalla Skupschtina ed in parte annunziate dal telegrafo:

Ogni anno e sinchè il principe divenga maggiorenne, quindi per tre anni, si dovrà convocare almeno una Skupschtina. Il governo dovrà condurre a termine con tutto il rigore e colla massima sollecitudine il processo per l'assassinio del principe e punire senza remissione i colpevoli. Le famiglie di Karageorgevich e Nenadovich sono espulse dal paese. La sostanza dei medesimi, quali rei di tradimento verso la patria e d'alto tradimento, verrà confiscata per risarcire in parte i danni cagionati al paese. Le autorità e gl'impiegati rimangono al posto loro assegnato dal principe Michele. Gl'impiegati immeritevoli verranno immediatamente licenziati colla perdita della pensione. Al principe Michele verrà eretto un monumento coi mezzi del popolo a Topcider nel luogo ove morì. Si dovrà procurare il più sollecito svolgimento della forza armata secondo l'idea del defunto principe, come pure l'ingrandimento e il pieno utilizzamento delle esistenti scuole popolari militari. Si dovrà aprire un'inquisizione contro la direzione di polizia di Belgrado per poca perspicacia e per inettitudine, avendo essa lasciato che l'assassinio fosse preparato da tanto tempo. Ogni serbo è dichiarato risponsabile della vita del principe Milan. Finalmente il governo dovrà prendere disposizioni speciali per conservare strettamente le amichevoli relazioni iniziate dal principe Michele colle potenze estere.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Tabella delle stanze dei Corpi militari al 7 luglio 1868:

Fanteria.

Brigata granatieri Sardegna, comando di brigata a Treviso, 1° regg. a Udine, 2° regg. a Treviso.

Brigata gran. Lombardia, comando di brigata Bologna, 3° regg. Bologna, 4° regg. Bologna.

Brigata gran. Napoli, comando di brigata Fojano, 5° regg. Fojano, 6° regg. Padova.

Brigata gran. Toscana, comando di brigata Modena, 7° regg. Modena, 8° regg. Modena.

Brigata del Re, comando di brigata Piacenza, 1° regg. fant. Piacenza, 2° Piacenza.

Brigata Piemonte, comando di brigata Brescia, 3° regg. Milano, 4° Brescia.

Brigata Aosta, comando di brigata Napoli, 5° regg. Napoli, 6° Napoli.

Brigata Cuneo, comando di brigata Mantova, 7° regg. Mantova, 8° Fojano.

Brigata Regina, comando di brigata Messina, 9° regg. Catania, 10° Messina.

Brigata Casale, comando di brigata Genova, 11° regg. Genova, 12° Genova.

Brigata Pinerolo, comando di brigata Torino, 13° regg. Torino, 14° Torino.

Brigata Savona, comando di brigata Salerno, 15° regg. Salerno, 16° Salerno.

Brigata Acqui, comando di brigata Palermo, 17° regg. Termini, 18° Caltanissetta.

Brigata Brescia, comando di brigata Bologna, 19° regg. Bologna, 20° Forlì.

Brigata Cremona, comando di brigata Milano, 21° regg. Milano, 22° Somma.

Brigata Como, comando di brigata Bari, 23° regg. Barletta, 24° Bari.

Brigata Bergamo, comando di brigata Fojano, 25° regg. Fojano, 26° Fojano.

Brigata Pavia, comando di brigata Caserta, 27° regg. Capua, 28° Caserta.

Brigata Pisa, comando di brigata Verona, 29° regg. Verona, 30° Verona.

Brigata Siena, comando di brigata Firenze, 31° regg. Firenze, 32° Firenze.

Brigata Livorno, comando di brigata Ancona, 33° regg. Ancona, 34° Ancona.

Brigata Pistoia, comando di brigata Livorno, 35° regg. Livorno, 36° Livorno.

Brigata Ravenna, comando di brigata Parma, 37° regg. Parma, 38° Reggio Emilia.

Brigata Bologna, comando di brigata Chieti, 39° regg. Santa Maria Vetere, 40° Chieti.

Brigata Modena, comando di brigata Alessandria, 41° regg. Alessandria, 42° Alessandria.

Brigata Forlì, comando di brigata Solmona, 43° regg. Solmona, 44° Aquila.

Brigata Reggio, comando di brigata Fojano, 45° regg. Fojano, 46° Fojano.

Brigata Ferrara, comando di brigata Genova, 47° regg. Livorno, 48° Genova.

Brigata Parma, comando di brigata Cagliari, 49° regg. Cagliari, 50° Peschiera.

Brigata delle Alpi, comando di brigata Perugia, 51° regg. Perugia, 52° Spoleto.

Brigata Umbria, comando di brigata Palermo, 53° regg. Palermo, 54° Palermo.

Brigata Marche, comando di brigata Venezia, 55° regg. Venezia, 56° Venezia.

Brigata Abruzzi, comando di brigata Palermo, 57° regg. Palermo, 58° Palermo.

Brigata Calabria, comando di brigata Girgenti, 59° regg. Girgenti, 60° Trapani.

Brigata Sicilia, comando di brigata Gaeta, 61° regg. Gaeta, 62° Gaeta.

Brigata Cagliari, comando di brigata Napoli, 63° regg. Caserta, 64° Napoli.

Brigata Valtellina, comando di brigata Nocera, 65° regg. Aversa, 66° Nocera.

Brigata Palermo, comando di brigata Catanzaro, 67° regg. Catanzaro, 68° Reggio Calabria.

Brigata Ancona, comando di brig. Verona, 69° regg. Verona, 70° Verona.

Brigata Puglie, comando di brigata Napoli, 71° regg. Napoli, 72° Napoli.

Carabinieri Reali.

Legione Torino - Cagliari - Milano - Bologna - Firenze - Napoli - Chieti - Bari - Salerno - Catanzaro - Palermo - Verona - (allievi) Torino.

Artiglieria.

1° Reggimento (pontieri) a Pavia. 2° (piazza) Torino. 3° (piazza) Capua. 4° (piazza) Piacenza. 5° (campagna) Venaria Reale. 6° (campagna) Pavia. 7° (campagna) Pisa, 8° (campagna) Verona. 9° (campagna) Vigevano.

Genio.

Corpo del genio a Casale.

Treno d' armata.

Corpo del Treno a Torino.

Amministrazione.

Corpo d'amministrazione a Torino.

Compagnie di disciplina di punizione.

1ª Compagn. a Isola d'Elba (Portoferraio) - 3ª Pizzighettone (fortezza) - 5ª Isola di Capri - 7ª Isola di Tremiti - 9ª fortezza di Rocca d'Anfo - 11ª fortezza di Osoppo - 2ª Alessandria (provv.).

Compagnie di disciplina speciali.

4ª Compagnia Ponza (Isola) - 6ª fortezza di Peschiera (Monte Croce) - 8ª fortezza di Fenestrelle - 10ª fortezza di Exilles - 12ª Venezia (forte al Lido).

Deposito cavalli stalloni.

Comando del personale a Ferrara.

Bersaglieri.

Battaglioni che compongono i 5 reggimenti:
1° regg. (1°, 6°, 7°, 9°, 13°, 19°, 21°, 27° e 41°) a Cuneo;
2° Id. (2°, 4°, 8°, 10°, 11°, 15°, 17°, 37° e 42°) a Novara;
3° Id. (3°, 5°, 12°, 18°, 20°, 23°, 25°, 38° e 43°) a Parma;
4° Id. (26°, 28°, 29°, 30°, 31°, 32°, 33°, 40° e 44°) a Capua;
5° Id. (14°, 16°, 22°, 24°, 34°, 35°, 36°, 39° e 45°) a Livorno.

1° Battaglione a Lugo - 2° a Torino - 3° a Parma - 4° a Ravenna - 5° a Parma - 6° a Napoli - 7° a Cariati (Rossano) - 8° a Fojano - 9° ad Acri - 10° a Rossano - 11° a Fojano - 12° a Celano - 13° a Venezia - 14° a Orvieto - 15° a Catania - 16° ad Ortona de'Marzi - 17° a Genova - 18° a Belluno - 19° a Monreale - 20° a Palermo - 21° a Firenze - 22° a Villetta (Solmona) - 23° a Milano - 24° a Corleone - 25° a Brescia - 26° a Napoli - 27° a Pavia - 28° a Castelfranco (Emilia) - 29° ad Ancona - 30° a Sassari - 31° a Palermo - 32° a Milano - 33° a Messina - 34° a Tagliacozzo - 35° a S. Gio. in Fiore - 36° a Salerno - 37° a Sora - 38° a Palermo - 39° a Pisa - 40° a Bagheria - 41° a Fojano - 42° a Fossano - 43° ad Alvito - 44° a Capua - 45° a Castrovillari.

Cavalleria di linea.

Reggimento Nizza cavalleria a Saluzzo.
Regg. Piemonte Reale cavalleria a Bologna.
Regg. Savoja cavalleria a Fojano.
Regg. Genova cavalleria a Firenze.

Lancieri.

Regg. Lancieri di Novara a Caserta.
Id. di Aosta a Parma.
Id. di Milano a Lodi.
Id. di Montebello a Udine.
Id. di Firenze a Napoli.
Id. Vittorio Emanuele a Nola.
Id. di Foggia a Vercelli.

Cavalleggeri.

Regg. Cavalleggeri di Saluzzo a Verona.
Id. di Monferrato a Voghera.
Id. di Alessandria a Milano.
Id. di Lodi a Vicenza.
Id. di Lucca a Padova.
Id. di Caserta a Savigliano.
Regg. Ussari di Piacenza a Milano.
Regg. Guide a Torino.

— Ci scrivono da Nuova York in data 11 giugno ultimo decorso:

In questa sua seconda stazione agli Stati Uniti la esimia artista italiana Adelaide Ristori ha dato novella prova degli alti suoi sensi di patria carità.

Non ha guari essa dette in Boston una serata di declamazione ad esclusivo vantaggio di quella nostra nascente Società di beneficenza; e qui in Nuova York la sera di domenica ultima 7 corrente, in occasione della festa dello Statuto, offrì al pubblico americano, in una delle più grandi sale di concerto, un gran trattenimento di declamazione e di musica organizzato e diretto da lei stessa, destinandone l'introito totale, che deve essere stato di qualche entità, a benefizio dell'Istituto italiano per le figlie dei militari.

Nella lettera da me scritta nel decorso anno su tale argomento, nel parlare della serata data a favore di queste nostre scuole, feci notare la circostanza che la signora Ristori, per non venir meno al patriottico intendimento, si sottopose alla fatica di recitare due volte in un giorno in due teatri, posti a cinque miglia di distanza l'uno dall'altro. Debbo ora segnalare ben anche il fatto dello essere la domenica il solo giorno che essa abbia di riposo, dopo una settimana intera spesa in arduo esercizio dell'arte sua, per soddisfare ai rigorosi impegni assunti verso il suo impresario.

È da desiderarsi che i nobili esempi dati dalla signora Ristori vengano imitati da tutti gli artisti italiani che si recano in America, ed ottengano così resultati incalcolabili pel bene e pel decoro italiano in questi paesi.

— Il Consiglio comunale di Firenze sta discutendo il bilancio preventivo del 1869, del quale è relatore l'onorevole assessore senatore Scialoja. L'entrata ordinaria venne, secondo la *Nazione*, approvata in L. 7,306,912 37, e la straordinaria in L. 38,463,645 11. Ora il Consiglio è passato alla discussione del passivo, il quale ascende per la parte ordinaria a lire 10,277,953, e per la straordinaria a lire 31,261,501.

— L'esposizione del quadro del prof Ademollo *La morte di Enrico Cairoli ai monti Parioli*, si fa ogni giorno dalle ore 11 ant. alle 3 pom. nella R. Accademia delle belle arti.

— R. Accademia di scienze, lettere ed arti in Modena. (Adunanza della sezione di scienze addì 18 giugno 1868).

Il socio conte L. Salimbeni legge il sunto e le conclusioni di un nuovo lavoro del socio corrispondente colonnello cav. Antonio Araldi. Lo scopo del medesimo è di confutare la teoria data dall'illustre fisico berlinese dott. Magnus sulle cause della deviazione dei proietti sferici, e della derivazione degli oblunghi lanciati dalle armi a fuoco e di esporre una nuova teoria che molto più logicamente spieghi i detti fenomeni.

La teoria del dott. Magnus assegna due cause diverse di cui l'una alla deviazione dei proietti sferici lanciati con canne liscie, l'altra alla derivazione dei proietti oblunghi lanciati con canne rigate.

La prima causa consiste in ciò, che il proietto sferico rotante attorno ad un suo diametro od asse, comunque inclinato alla direzione del moto progressivo, deve incontrare maggiore resistenza o pressione laterale per effetto dell'aria, nel suo lato che gira nel senso del suo moto progressivo, che non nel lato che gira in senso opposto: e deve perciò venire deviato verso quest'ultima parte.

Questa spiegazione non è applicabile ai proietti oblunghi poichè condurrebbe a conseguenze opposte ai risultati costanti dati dalla pratica.

L'autore dimostra e coll'appoggio degli stessi dati forniti dal Magnus, e completando e rendendo diretta la sperienza fondamentale dalla quale egli li desume: che la differenza di pressione laterale annunziata dal Magnus, o non esiste affatto, o è interamente trascurabile nella pratica; e non può essere causa delle grandi deviazioni cui vanno soggetti i proietti sferici.

La causa della derivazione dei proietti oblunghi viene dal Magnus attribuita alla composizione di due moti rotatori da cui viene animato il proietto nell'aria: l'uno quello preconcepito di rotazione attorno al suo asse di figura; l'altro che gli viene impresso dalla resistenza direttrice dell'aria attorno un asse perpendicolare al piano che contiene l'asse di figura, ed il latercolo di traiettoria.

In forza di questa composizione, il proietto deve, secondo il Magnus, inclinare lateralmente il suo asse di figura, e presentandosi così di fianco alla resistenza dell'aria, ne viene deviato da quella parte verso la quale inclinò la sua punta o prua.

L'autore dimostra che i due moti di rotazione indicati, siccome successivamente impressi, e l'uno di essi agente attorno ad un asse che non appartiene al corpo ruotante, non possono comporsi, perchè possono esistere contemporanei e distinti.

Lo prova sperimentalmente con un meccanismo assai semplice di sospensione cardanica.

Perciò l'autore conclude che la teoria del dottor Magnus non è accettabile nè pei proietti sferici, nè per gli oblunghi.

La teoria invece che l'autore vi sostituisce è unica per le due specie di proietti.

La causa delle deviazioni e delle derivazioni è unicamente l'attrito che l'aria enormemente compressa davanti (e sotto al proietto quando è oblungo) oppone al moto rotatorio di questo attorno al suo asse di figura.

Questa resistenza d'attrito trasforma parte della velocità angolare tangenziale del proietto in forza rettilinea applicata all'asse in direzione opposta alla velocità tangenziale della generatrice anteriore od inferiore.

Il proietto perciò devia o deriva rotolando sugli strati compressi d'aria che incontra davanti o sotto di sè.

Le leggi di questo moto sono assai semplici ed accessibili al calcolo.

Il moto di deviazione o di derivazione è uniformemente accelerato durante ogni completa rivoluzione del proietto attorno al proprio asse; e la forza acceleratrice va diminuendo ad intervalli discreti e finiti da ogni rivoluzione alla sua successiva.

La derivazione o deviazione dei proietti nell'aria ha perciò moltissima analogia col moto di un cilindro che rotola sopra un piano o nell'acqua in virtù di un moto preconcepito di rotazione attorno al suo asse.

E le ricerche sulla derivazione dei proietti oblunghi nell'aria vengono assai semplificate applicandovi le leggi del moto suddetto del cilindro sul piano o nell'acqua, colla sola avvertenza di considerare variabile la pressione, ed espressa da una funzione della velocità restante progressiva del proietto.

Il socio prof. G. Grimelli legge una sua annotazione risguardante un libro stampato e pubblicato, da qualche mese, col titolo *Annuario filosofico del libero pensiero, pel* 1868, anno primo. (Milano, presso Francesco Gareffi, tipografo editore, via Larga, n° 35), come porta il frontispizio, cui segue una dedica ad Altezza Principesca, nella quale viene dichiarato trattarsi di un annuario scritto da esimii autori. Ora siffatto libro che il nostro socio desidera sia alla perfine giudicato, nelle diverse sue parti e nel suo assieme, da giudici meglio competenti, però si fa a menzionarlo, con parole quanto libere altrettanto leali, per ciò che riguarda certi appunti rivolti contro la memoria accademica del socio stesso, già pubblicata col titolo *Divina origine dell'umanità in contrapposizione alla supposta origine bestiale della specie umana*. Nella quale memoria, attinente ad osservazioni scientifiche, se l'autore ne discorse la materia, con fervore disdegnoso rivolto in ispecie contro la conclusione irrazionale della bestia-uomo, al tempo stesso si fece religione di evitare, in ogni modo possibile, le personalità indegne, dietro la massima sacrosanta *Diligite homines, interficite errores*. Laonde perseverando nell'usato suo costume di rispondere scientificamente alle indirette gli critiche concernenti fatti d'osservazione e di esperienza, postergando le improntitudini e sconcezze proprie dei tristi, cui la verace scienza è straniera, si è fatto premuroso di rispondere alle citazioni critiche, in via di osservazione e di esperienza, quali trovansi ripetute, ed allogate, nel prefato *Annuario filosofico del libero pensiero*. E poichè tale risposta categorica trovasi ora, in corso di stampa, a giudizio degli intelligenti ed imparziali, così ne basti qui conchiudere, collo stesso nostro socio, che la verace filosofia della libertà, d'ogni guisa, guida a riconoscerla procedente da un principio attivo psicologico, dicasi immateriale o incorporeo, capace di azione propriamente libera, comunque servita da organi materiali o corporei, venendo meno ogni criterio di libertà ove questa sia riferita a principii fisici, materiali, corporei, la cui azione risulta necessaria e coatta, fatata e fatale.

Il Segretario della Sezione di scienze
F. Ruffini.

— Riproduciamo dalla *Gazzetta Ferrarese* i seguenti nuovi ragguagli intorno all'aratro a vapore Fowler:

Siamo lieti di pubblicare che ieri stesso, essendosi rinnovati gli esperimenti nella tenuta della Sammartina, hanno dato effetti brillantissimi sia per la qualità che per la quantità del lavoro. Anche gl'increduli che vi sono sempre per ogni causa, fosse pur la più sacrosanta e la più evidente, ieri rimasero persuasi dell'utilità di questo nuovo e prodigioso ordigno, frutto dell'umano progresso.

In due ore si lavorò alla profondità media di 0, m 30 l'estensione di metri quadrati 5,125, ciò che a stima dei pratici che si trovavano presenti avrebbe richiesto l'opera di due giornate e mezzo di un buon tiro di buoi.

— Il *Corriere di Sardegna* di Cagliari del 7 reca:

In borgo dell'Annunziata, a breve distanza dalla località ove venne scoperta la casa del poeta Tigellio, ieri, scavandosi la fogna, che è in costruzione, circa due metri al dissotto dell'attuale livello si presentava allo sguardo degli operai un pavimento a mosaico in perfetto stato di conservazione. Esso sembra appartenere al vestibolo di un'antica casa romana.

— Comunicazioni del dipartimento delle poste federali svizzere sul commercio di transito della Svizzera da e per l'Italia dimostrano che dopo l'apertura del Brennero il numero dei viaggiatori si è conservato nella cifra precedente, e così pure quella delle lettere per la via del Gottardo, all'incontro il numero delle lettere per la via dello Spluga ribassò da 50,000 al mese a 14,900. Anche lo scambio di messaggeria è diminuito di circa un quinto; ma attualmente non si hanno le cifre separate per ciascuna delle due strade alpine.

— Il *Times* nota che nell'Egitto la popolazione straniera non era nel 1848 che di 9000 circa persone e che presentemente è salita a quasi 200 mila.

— Il *Courrier des Etats-Unis* annunzia che l'11 giugno scorso una numerosa adunanza d'uomini cospicui nelle lettere e nelle scienze fu tenuta a New-York per discutere le basi di un progetto di creazione di un'accademia americana sul piano dell'organizzazione dell'Istituto di Francia. Venne riconosciuto che se l'istruzione primaria è perfettamente svolta negli Stati Uniti, tale non si può dire dell'alta coltura intellettuale. La nuova accademia sarebbe chiamata a rimediare a questo stato di cose.

RETTORATO DELLA R. UNIVERSITÀ DI PAVIA.

Autorizzato dal ministeriale decreto del 25 marzo 1865, n° 223, a provvedere per gli esami di concorso ai posti gratuiti del R. collegio Ghislieri, il sottoscritto reca a pubblica notizia quanto segue:

Per l'anno accademico 1868-69 trovansi disponibili undici degli accennati posti.

Uno dei detti undici posti è compreso fra i due, che a termine della fondazione, sono riservati esclusivamente ai nativi della città e diocesi di Pavia.

Gli esami di concorso al conseguimento dei medesimi si apriranno presso i RR. provveditorati agli studi delle provincie di Lombardia nel giorno 10 agosto prossimo venturo.

Hanno diritto a concorrere tutti i giovani, i quali proveranno d'essere nativi di Lombardia.

Per l'ammissione ai detti esami, gli aspiranti dovranno, innanzi il 29 luglio p. v., presentare al R. provveditore agli studi della provincia, cui appartengono, la rispettiva domanda, in carta bollata, ed indicare in essa la facoltà alla quale intendono di iscriversi, oppure sono già iscritti, e la provincia nella quale amano sostenere gli esami.

La domanda dovrà essere corredata dei documenti che seguono:

a) L'attestato di licenza liceale: e per gli aspiranti allo studio delle scienze fisiche, matematiche e naturali, i quali non provengono dai corsi classici, l'attestato di aver superato gli esami del 3° anno della sezione di meccanica e costruzioni e della sezione di mineralogia e metallurgia degli istituti tecnici. Qualora però vi siano aspiranti, i quali non possano ottenere il certificato di licenza prima del 10 agosto, saranno ciò nonostante ammessi agli esami di concorso; ma sotto condizione che presentino o alla autorità locale, che ha ricevuto l'istanza di ammessione al concorso, od a questo rettorato il detto certificato di licenza tosto che l'abbiano ricevuto; ed in ogni caso poi prima che sia deliberato intorno al conferimento dei posti.

b) Una dichiarazione della Giunta municipale intorno al luogo di nascita dell'aspirante (coll'allegazione della fede debitamente legalizzata) e la dimora, oppure il domicilio della famiglia.

c) Un certificato della stessa Giunta municipale sullo stato della famiglia del concorrente, da cui risulti la ristretta fortuna della medesima. Questo certificato dovrà contenere le indicazioni seguenti: il numero delle persone che compongono la famiglia, la condizione, età e professione di ciascuna di loro; la natura, quantità e valore (almeno approssimativo) dei beni posseduti da ciascuna delle persone stesse; le rendite annue dei beni e i redditi delle professioni; l'ammontare delle passività e quello dei tributi e delle tasse che gravitano sui beni o si pagano per le professioni. — Il contenuto di questo certificato dovrà essere confermato dal giudice locale, in seguito ad informazioni assunte.

d) Un'attestazione del preside del liceo o dell'istituto tecnico, in cui compiè il concorrente gli ultimi due anni di corso, dalla quale sia comprovata la buona condotta da lui tenutavi. I provenienti da scuola privata o da istruzione paterna ne presenteranno un'analoga, loro rilasciata dal sindaco del comune, in cui parimente ebbero dimora nell'ultimo biennio. Tale attestazione non sarà richiesta pei concorrenti già iscritti a questa Università.

e) Un certificato di un medico o di un chirurgo, debitamente legalizzato, dal quale emerga che l'aspirante ebbe il vaiuolo, o fu vaccinato efficacemente, e che non è affetto da infermità comunicabili.

Gli esami di concorso si terranno nel luogo designato dal R. provveditore della provincia trascelta dall'aspirante, e consisteranno nello svolgimento in iscritto di quattro temi, ed in un esperimento orale.

I temi degli elaborati, spediti sotto suggello dal sottoscritto, verranno aperti e dettati per cura dello stesso R. provveditore: quello di composizione italiana alle 8 ore antim. del giorno 10; quello di fisica al tocco dello stesso giorno, e quello di storia alle ore 8 del mattino del dì 11. Questi tre temi dovranno essere svolti da tutti i candidati. Inoltre ad 1 ora pom. del giorno 11 si detteranno insieme un tema di filosofia ed un altro di matematica elementare, tra i quali ciascun aspirante sceglierà da trattare quello che gli converrà meglio, secondo la facoltà alla quale intende iscriversi.

Ciascun candidato fisserà un'unica epigrafe colla quale soltanto, invece che col proprio nome, contrassegnerà tutti i suoi lavori per iscritto. Quest'epigrafe verrà ripetuta in un col nome e cognome del giovine entro una scheda suggellata da consegnarsi all'atto della presentazione degli elaborati alla Commissione esaminatrice.

Il tempo utile per lo svolgimento di ognuno dei temi non eccederà le quattro ore.

L'esame orale sarà dato nei giorni susseguenti, da ciascun candidato separatamente, per la durata di una mezz'ora, e verserà sulla letteratura latina, la storia e la filosofia per coloro che seguirono gli studi classici, e riguarderà invece la letteratura italiana, la storia e la geografia per coloro che compirono gli studi tecnici.

Pavia, 25 maggio 1868.

Il Rettore: G. Cantoni.

CONSIGLIO DI VIGILANZA
DEL CONVITTO NAZIONALE LONGONE IN MILANO.

Avviso di concorso ai posti gratuiti e semigratuiti.

Essendo vacante in questo convitto nazionale Longone, per l'anno scolastico 1868-69, un posto gratuito, si dichiara aperto il concorso al medesimo, fino a tutto luglio prossimo.

Il concorso è per esame.

Chiunque vi aspira dovrà, nel detto termine, presentare alla presidenza del Consiglio di vigilanza nella sede del convitto stesso, la domanda corredata dai legali documenti provanti:

1° Il nome, il prenome, la patria, l'attuale domicilio, l'anno e il giorno della nascita; avvertendo che gli aspiranti, se già non appartengono a questo o ad altri convitti nazionali, devono avere l'età non minore di anni otto, nè maggiore di dodici;

2° Il nome e la condizione del padre, il numero dei figli di lui, gli anni di pubblico servizio che avesse prestato, e gli altri titoli che potessero avvalorare la domanda;

3° Il preciso patrimonio dei genitori, e dell'aspirante se ne avesse;

4° Se l'aspirante sia orfano del padre o della madre;

5° Quali studi abbia percorsi e dove;

6° La fisica sua costituzione, e se abbia superato il vaiolo naturale, o subita la vaccinazione con esito felice.

7° Se e quale dei fratelli o sorelle dell'aspirante sia provveduto di stipendio o pensione, o se sia ammesso a posto gratuito o semigratuito in qualche stabilimento dello Stato o di privata fondazione.

Potendo il posto gratuito essere conferito, in base all'esito dell'esame, anche ad uno degli alunni che godono già di un posto semigratuito, si avvertono gli aspiranti di indicare se sieno disposti ad accettare, non ottenendo il posto gratuito, anche il semigratuito che per avventura si rendesse vacante. Senza tale dichiarazione il loro concorso sarebbe limitato al solo posto gratuito.

L'esame di concorso si terrà nei giorni 17, 18 e 19 del venturo agosto in un'aula del convitto nazionale Longone, cominciando alle ore otto del mattino, e secondo le prescrizioni del regolamento.

Gli esami di concorso per iscritto e verbali consisteranno in quelle prove che a norma delle vigenti discipline, sono richieste per la promozione alla classe a cui aspira il concorrente.

Milano, 17 giugno 1868.

Il Presidente
Domenico Carbone.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA
Avviso di concorso.

Al R. Conservatorio degli Angiolini di Firenze sono assegnati sei posti di grazia, quattro a intiera retta e due a mezza retta a carico del patrimonio del Conservatorio, i quali sono conferiti dal Ministero dell'istruzione pubblica sopra relazione della Commissione direttrice del Conservatorio stesso. I posti di grazia non affrancano dalle spese per titoli speciali non compresi nella retta. Vi possono concorrere fanciulle appartenenti a famiglie di condizione civile e preferibilmente figlie d'impiegati civili e militari della città di Firenze e sua provincia, le quali siano di religione cattolica, d'età non minore di sette nè maggiore di dodici anni, e di complessione sana.

Essendosi reso vacante in detto Conservatorio un posto d'intiera retta, se ne dichiara da questo giorno aperto il concorso.

I genitori o tutori delle concorrenti dovranno indirizzare le relative domande entro il termine di un mese alla Commissione direttrice del R. Conservatorio degli Angiolini, e presentarle al procuratore del Conservatorio stesso che ivi risiede ogni giorno dalle nove alle dieci antimeridiane.

Le domande dovranno essere accompagnate dalla fede di nascita della fanciulla, da un certificato medico che dichiari avere essa avuto il vaiuolo naturale o vaccino e non essere affetta da malattie attaccaticcie, e da un attestato del sindaco circa le condizioni economiche e morali della famiglia, e le particolari di lei benemerenze.

Spirato il mese, la Commissione direttrice esaminerà i titoli delle concorrenti, e graduatele in ordine di merito ne farà relazione al Ministero dell'istruzione pubblica, il quale procederà alla nomina.

Firenze, 4 luglio 1868.

Per la Commissione
L'operaio: L. Strozzi-Alamanni.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

Si è dichiarato lo smarrimento del mandato n° 616, consolidato romano, di lire 38 19, a favore della parrocchia di Gavignano di Nostra Signora Assunta, diocesi di Sabina.

Si diffida chiunque possa avere interesse a tale mandato, che trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, ne sarà rilasciato un duplicato.

Torino, 7 luglio 1868.

Per il Direttore generale
L'Ispettore generale: M. D'Arienzo.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 10 *luglio* 1868)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 luglio 1868		58 »	57 90	58 15	58 10	» »	» »	» »
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0	lib. 1 apr. 1868		» »	» »	76 60	76 50	» »	» »	» »
Rendita italiana 3 0/0	» Id		37 90	37 75	» »	» »	» »	» »	» »
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	»		80 »	79 7/8	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito Ferriere 5 0/0	» 1 luglio 1868	480	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10	» id.	480	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni della Banca Naz. Toscana	» 1 genn. 1868	1000	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1450 »
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	» 1 genn. 1868	1000	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1700 »
Cassa di sconto Toscana in sott.	»	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Banca di Credito italiano	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni del Credito Mobil. ital.	»		» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbligazioni Tabacco 5 0/0 . .	»	1180	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni delle SS. FF. Romane . .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. Centr. Tosc. 5 0/0	» 1 luglio 1868	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle suddette . .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	» 1 luglio 1868	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	» id.	420	» »	» »	48 1/2	48 »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD	» id.	500	» »	165 1/2	» »	» »	» »	» »	» »
Dette	»	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni SS. FF. Meridionali . . .	» 1 luglio 1868	500	255 »	254 »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle dette	» 1 aprile 1868	500	151 »	153 »	» »	» »	» »	» »	» »
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 12	» id.	505	» »	» »	435 »	432 »	» »	» »	» »
Dette in serie picc. . . .	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette in serie non comp.	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale 5 0/0 obbl.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto in sottoscrizione	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto liberato	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale di Napoli	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto di Siena	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . .	» 1 luglio 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	58 1/2
3 0/0 idem	» 1 aprile 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	38 1/2
Imprestito nazion. piccoli pezzi	» id.		» »	» »	» »	» »	» »	» »	77 »
Nuovo impr. della città di Firenze in oro in sott.		250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	176 »
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . .		500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	400 »

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar. . .	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	27 25	27 20
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		108 80	108 65
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte . . .	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam . . .	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro . .		21 70	21 68
								Sconto Banca 5 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 58 per 15 corr. — 58 10 - 15 - 20 per cont.

Il sindaco: M. Nunes-Vais.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 9.

Borsa di Parigi.

	8	9
Rendita francese 3 %	70 47	70 45
Id. ital. 5 %	53 45	53 60
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	408	410
Id. romane	46 —	45 50
Obbligazioni str. ferr. romane	103	103
Ferrovie *Vittorio Emanuele*	54 50	52 —
Obbligazioni ferr. merid.	138	140
Cambio sull'Italia	7 3/4	8 —

Vienna, 9.

Cambio su Londra	113 60	113 65

Londra, 9.

Consolidati inglesi	94 7/8	95 —

Parigi, 9.

Situazione della Banca. — Aumento nelle anticipazioni 1|10; nei biglietti milioni 15 1|3. — Diminuzione nel numerario 14 3|4; nel portafoglio 4 1|4; nel tesoro 6 1|2; nei conti particolari 36 1|2.

Parigi, 9.

Oggi non è arrivato da Madrid alcun telegramma.

La *Patrie* reca un dispaccio di Madrid, in data di ieri, il quale dice che il governo spagnuolo ha spedito una corvetta a vapore sulle coste dell'Andalusia per sorvegliare la foce del Guadalquivir.

Parigi, 9.

L'*Epoque* dice che è avvenuta una crisi nel Portogallo. S. M. avrebbe offerto al signor di Peniche la presidenza del Consiglio. L'esercito avrebbe acclamato il duca di Saldanha.

Queste informazioni dell'*Epoque* devono essere accolte con riserva.

Madrid, 9.

Il duca e la duchessa di Montpensier s'imbarcarono ieri sera a Cadice sulla fregata la *Città di Madrid* per recarsi a Londra.

Londra, 9.

Alla Camera dei Comuni fu letto un messaggio reale il quale raccomanda di dare annualmente a sir R. Napier 2000 sterlini.

Disraeli accettò l'emendamento votato lunedì sul *bill* relativo alle corruzioni elettorali.

Nuova York, 9.

La Convenzione democratica ha nominato Orazio Seymour a candidato alla presidenza ad unanimità, e il generale Frank-Blair a candidato alla vice presidenza per acclamazione.

Vienna, 9.

L'*Abendpost* smentisce la voce che abbia avuto luogo un attentato contro l'imperatore Francesco Giuseppe.

Trieste, 9.

Si ha da Atene, in data del 4, che il Governo proibì a tutti i Cretesi di recarsi in Atene.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 8 luglio 1868, ore 8 ant.

Continuò l'innalzamento del barometro di 1 mm. su tutta la Penisola, ma in Sicilia si verificò un abbassamento pure di 1 mm.

La pressione è quasi alla media, cielo qua e là sereno, mare calmo, domina il vento di nord-ovest.

Nel centro d'Europa il barometro si è alzato leggermente, e dominano i venti di nord-est e nord-ovest.

Stagione buona.

Firenze, 9 luglio 1868, ore 8 ant.

Continuò l'innalzamento del barometro su tutta la Penisola. Pioggia e temporali in alcune stazioni. Cielo nuvoloso nel nord. Mare mosso. Domina il vento di nord.

In Irlanda il barometro si è alzato rapidamente, nel resto d'Europa si mantenne stazionario.

Stagione variabile.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 9 luglio 1868.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 756, 3	mm 755, 4	mm 755, 6
Termometro centigrado	24, 0	27, 5	22, 0
Umidità relativa	67, 0	33, 0	60, 0
Stato del cielo	sereno	sereno e nuvoli	sereno
Vento { direzione / forza	NE debole	N debole	N debole

Temperatura massima . . . . + 28,5
Temperatura minima . . . . + 15,0
Minima nella notte del 10 luglio . . . + 16,5

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

Segue *ELENCO N° 69 delle pensioni liquidate dalla Corte dei Conti del Regno a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.*

N° d'ordine	COGNOME E NOME	DATA E LUOGO DELLA NASCITA	QUALITÀ	LEGGE APPLICATA	DATA DEL DECRETO di liquidazione	PENSIONE MONTARE	PENSIONE DECORRENZA	OSSERVAZIONI
115	Arezio Napoleone Pietro	28 giugno 1813 - Venaria Reale	guardarme nello stato magg. delle piazze applicato al comando milit. del circ. di Perugia	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	14 giugno 1866	964 »	16 febbraio 1866	
116	Silingardi o Siligardi Giuseppe	3 ottobre 1820 - Treviso	soldato nel 64° regg. fanteria	id.	id.	318 »	4 id.	
117	Rocca Giuseppe	17 giugno 1800 - Carpi	sottocommissario di guerra di 3ª classe nel Corpo di intendenza militare	25 maggio 1852	id.	1266 66	16 aprile 1866	per 9 anni.
118	Donati Silvio	13 agosto 1845 - Parma	figli orfani di Donati Luigi già luogotenente colonnello nello stato magg. delle piazze	27 giugno 1850	id.	275 »	8 dicembre 1864	durante la minore età.
	Id. Giovanni	2 dicembre 1846 - id.						
	Id. Cesare	30 marzo 1850 - id.						
	Id. Arbace	15 ottobre 1851 - id.						
119	Giorgieri Girolamo	17 maggio 1817 - Massa Carrara	già sottotenente nello stato magg. delle piazze	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	15 id.	1300 »	16 aprile 1866	
120	Scigliano Gaetano	29 gennaio 1792 - Napoli	già aiutante contabile d'artiglieria di 3ª classe	14 aprile 1864	14 id.	1800 »	—	per una sola volta.
121	Renzi Serafina	20 luglio 1811 - Cervaro	ved di Luigi Galeone sottosegr. nella pref. di Napoli	id.	15 id.	462 »	15 giugno 1865	durante vedovanza.
122	Piumati Federico	28 febbraio 1824 - Torino	già luogotenente nello stato magg. d'artiglieria	7 febbraio 1865 27 giugno 1850	id.	1475 »	1 maggio 1866	
123	Bianchi Alessandro	23 dicembre 1813 - Torino	già luogotenente nel 34° regg. fanteria	id.	id.	1225 »	1 febbraio 1866	
124	Panaro Michele	—	ex-soldato nel 14° fanteria	7 febbraio 1865	id.	300 »	20 id. 1865	
125	Mussano Carlo	8 luglio 1824 - Torino	già luogotenente nel 32° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	1175 »	16 maggio 1866	
126	Travison Alessandro	19 giugno 1827 - Longone	capitano nell'arma di fanteria in aspettativa	25 maggio 1852 7 febbraio 1865	id.	950 »	18 febbraio 1866	
127	Guglielmino o Gullielmino Francesco	9 aprile 1821 - Torino	tamburino maggiore nel 17° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	545 »	1 gennaio 1866	
128	Munaò Ignazio	5 gennaio 1805 - Messina	già soldato negli invalidi d'Asti	7 febbraio 1865	id.	318 »	23 dicembre 1864	
129	Porpora Francesco Gaetano	23 gennaio 1822 - Napoli	2° capo cannoniere del Corpo R. equipaggi in ritiro	26 marzo 1865	id.	14 50	1 aprile 1863	
130	Berti Maria	—	ved. di Bianchi Pietro già operaio di 1ª categoria nella direzione dell'amm. militare	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	152 66	20 gennaio 1866	id.
131	Fadda Michela	28 settembre 1797 - Cagliari	ved. di Caboni avv. Federico giudice di mandamento	R. Brevetto Sardo 21 febbraio 1835	16 id.	476 90	1 agosto 1865	id.
132	Brichetti Camilla	18 settembre 1797 - Genova	ved. di Giuseppe Parodi carceriere in pensione	id.	id.	76 66	19 dicembre 1865	id.
133	Tinelli Giuseppe	11 novembre 1797 - Asti	già esattore delle contribuzioni dirette	14 aprile 1864	id.	3024 »	1 aprile 1866	
134	Bianchi Camillo	19 dicembre 1812 - Milano	veditore di 3ª classe nella dogana di Milano	id.	id.	1305 »	1 maggio 1866	
135	Palmieri Giuseppa	—	ved. di Barozzi Lodovico già operaio nella manifattura tabacchi in Milano	id.	id.	750 »	—	per una sola volta.
136	Battiremo Gaetano	10 settembre 1800 - Napoli	già sottocapo officina borghese d'artiglieria in dispon.	id.	15 id.	640 »	1 gennaio 1866	
137	Donaudi Carolina	nel 1802 - Torino	ved. con prole di Francesco Gaetano Gallizio ricevit. doganale pensionato	RR. Patenti Sarde 25 marzo 1822	16 id.	858 91	25 aprile 1866	durante vedovanza.
138	Ferrero cav. Luigi	1° marzo 1818 - Intra	maggiore nell'8° regg. fanteria	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	2920 »	16 maggio 1866	
139	Romano Vincenzo	2 luglio 1814 - Salerno	già guardia generale forestale	14 aprile 1864	id.	1912 »	—	per una sola volta.
140	Montagna Marianna	18 aprile 1825 - Parma	ved. la prima ed orfani gli altri di Favini Luigi pens.	Toscana 22 novembre 1849	id.	423 36	15 febbraio 1866	durante vedovanza della madre e fino agli anni 21 pei figli, col diritto di accrescere fra questi ed indi ritornare alla vedova. — Cioè L. 267 84 a carico dello Stato e lire 155 52 a carico dell'Ospedale di S. Maria Nuova.
	Favini Laura	16 aprile 1847 -						
	Id. Lorenzo	10 agosto 1845 -						
141	Campanini Francesco	12 maggio 1807 - Cortile S. Martino	già facchino nell'uffizio delle lingerie dei palazzi Reali o demaniali in Parma	12 dicembre 1826	id.	347 05	1 aprile 1866	
142	Madoni Giovanni	7 luglio 1793 - Parma	già pompiere artiere dei palazzi già Reali a Parma	id.	id.	415 37	id.	
143	Peroni Giuseppe	15 settembre 1805 - Belgioioso	già applicato nell'amm. provinciale delle prefetture	14 aprile 1864	id.	995 »	1 maggio 1866	
144	Beltramo 1° Pietro	18 febbraio 1816 - Cagliari	maresciallo d'alloggio nella 12ª legione del Corpo carabinieri Reali	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	892 »	1 giugno 1866	
145	Caxia Anna	23 agosto 1806 - Samassi	ved. del soldato nelle comp. vet. d'Asti Mancosu Gius.	id.	id.	102 »	19 dicembre 1865	durante vedovanza.
146	Gavino Giulia Luigia	7 settembre 1848 - Genova	orfani minorenni del già mastro veliere Gio. Battista, e della vivente Bruno Angela Maria Pasqualina pensionata passata a seconde nozze	20 giugno 1851	id.	180 »	8 giugno 1865	durante la minore età di tutti e lo stato nubile della Luigia Giulia.
	Id. Nicolò Luigi Gio. Battista	26 marzo 1850 - id.						
	Id. Luigi Gio. Batt. Francesco Croce	3 maggio 1851 - id.						
147	Ercolini Enrico	11 maggio 1820 - Firenze	direttore di 2ª classe nell'amm. postale	22 novembre 1849 Dec. 14 aprile 1852	id.	1680 »	1 maggio 1866	
148	Janzini Alessandra	17 marzo 1805 - Pescia	ved. di Adamo Pispoli copista a partecipazione al trib. di prima istanza di Arezzo	22 novembre 1849 28 maggio 1851	id.	308 »	15 aprile 1866	durante vedovanza.
149	Fontanella Angelo	30 aprile 1798 - Parma	già artiere pompiere della R. Casa di Parma	14 aprile 1864	id.	525 »	1 id.	
150	Del Giudice o Lo Giudice Trusiana	27 ottobre 1830 - Maddaloni	ved. del furiere nei vet. d'Asti D'Isabella Michelangelo	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	186 »	20 novembre 1865	id.
151	Tarditi Giacinto	17 febbraio 1813 - Monesiglio	già sottotenente nell'arma di fanteria in aspettativa	id.	id.	1180 »	1 marzo 1866	
152	Costantino Giovanni Tommaso	5 ottobre 1820 - Pomaretto	ex-guardia nelle guardie Reali di palazzo	id.	id.	455 »	1 giugno 1866	
153	Cavenago o Cavanaghi Marco Melchiorre	7 gennaio 1821 - Gorgonzola	già postiglione nella soppressa staz. post. di Milano	26 febbraio 1865	id.	150 »	1 novembre 1864	
154	Andenna o Andena Silvestro Giovanni	1° settembre 1822 - Dovera	id. id. di Treviglio	id.	id.	250 »	—	
155	Pagliarani o Paglierani Giuseppe	26 ottobre 1836 - Cattolica	id. id. di Fossombrone	Pontificia 3 aprile 1852	id.	67 03	9 marzo 1866	per una volta tanto
156	Billi Luigi	10 febb. 1814 - Foiano della Chiana	già agente dei RR. possessi in Toscana	Toscana 22 novembre 1849	id.	2038 93	1 giugno 1866	
157	Sorgi o Sorge Luigia Maria	11 agosto 1830 - Avezzano	ved. di Jatorti Luigi già impiegato di prefettura	14 aprile 1864	id.	226 »	15 agosto 1865	durante vedovanza.
158	Coccia Pasquale	19 gennaio 1801 - Lucera	già commesso di 2ª classe nella cancelleria del tribun. civ e correz di Lucera	id.	id.	711 »	1 marzo 1866	
159	Mussi Lodovico	23 agosto 1812 - Roncole (Busseto)	già spazzino di 2ª classe nella R. Casa di Parma	id.	id.	504 »	1 aprile 1866	
160	Padiglioni Giuseppe	9 maggio 1804 - Polesine (Parma)	già staffiere dei RR. palazzi di Parma	id.	id.	864 »	id.	
161	Fontini Giovanni Battista	30 giugno 1822 - Acqualagna	già postiglione nella soppr. staz. post. di Acqualagna	Pontificia 3 aprile 1852	18 id.	132 36	1 gennaio 1863	
162	Mattei Giuseppe	8 marzo 1832 - Muccia	id. id. di Ponte la Trave	id.	id.	114 91	12 maggio 1866	
163	Barlaro Giovanni	10 aprile 1831 - Godano	id. id. di Mattarana	26 febbraio 1865	id.	100 »	—	
164	Rolleri Domenico	13 marzo 1812 - Moneglia	id. id. di Chiavari	id.	id.	250 »	—	per una sola volta.
165	Baliani Giovanni	3 aprile 1832 - Moneglia	id.	id.	id.	100 »	—	id.
166	Civolani Angelo	14 aprile 1822 - Minerbio	id. id. di Altedo	Pontificia 3 aprile 1852	id.	162 »	1 gennaio 1865	id.
167	Benedettucci Giuseppe	3 giugno 1834 - Recanati	id. id. di Sambucchetto	id.	id.	63 84	1 marzo 1866	
168	Riccitelli Nicola	7 dicembre 1834 - Mondolfo	id. id. di Calcinelli	id.	id.	63 84	28 id.	
169	Bellachioma Luigi	27 ottobre 1819 - Sigillo	id. id. di Acqualagna	id.	id.	172 36	1 gennaio 1863	
170	Bacci Cosimo	23 novembre 1819 - Rosignano	già aiuto contabile di 2ª classe nell'amm. militare	Toscana 22 novembre 1849	id.	980 »	16 maggio 1866	
171	Belsani Luigi	4 settembre 1798 - Pietrapartosa	già consigliere della Corte d'appello in Napoli	Decreto Borbon. 3 maggio 1816	id.	6375 »	1 dicembre 1865	
172	Fiorillo Pietro	12 settembre 1800 - Napoli	id.	id.	id.	5312 50	id.	
173	Bonazza Paola	12 luglio 1803 - Palme	ved. di Carbone Ferdinando brig. dogan. pensionato	id.	id.	76 50	19 marzo 1866	
174	Boggio Giuseppina	14 giugno 1854 - Torino	orfani di Giacomo Modesto esattore in ritiro e di Giletta Mª Elisabetta passata a seconde nozze il 25 dicembre 1865	RR. Patenti Sarde 24 gennaio 1828	id.	130 »	26 dicembre 1865	sino al raggiungimento dell'età di anni 15.
	Id. Cesare	31 maggio 1857 - id.						
	Id. Rinaldo	21 dicembre 1860 - id.						
175	Pepe Venere Elena	13 gennaio 1826 - Pescara	orfana di Cetteo guardia di 1ª classe del Genio, pens., e di Maria Angellili, morta il 31 agosto 1837	3 maggio 1816	id.	289 »	10 id.	durante lo stato nubile, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
176	Pagano Maria	8 settembre 1819 - Palermo	orfana di Custode, già archiviario post., morto in pens.	25 gennaio 1823	id.	306 »	17 febbraio 1866	id.
177	Bonnato Adelaide	23 aprile 1823 - Napoli	ved. del sottotenente in ritiro Natale Pietro	27 giugno 1850 7 febbraio 1865	id.	340 »	20 giugno 1865	durante vedovanza.
178	Civalleri cav Giovanni Battista	21 novembre 1811 - Dronero	maggiore nell'11° regg. fanteria	id.	id.	3130 »	1 id. 1866	
179	Trigona Raimondo	14 agosto 1809 - Palermo	già capo officina principale del pers. tec. d'artiglieria	14 aprile 1864	id.	1974 »	1 maggio 1866	
180	Monti Nunzio	25 febbraio 1825 - Napoli	già 2° capo macchinista della marina	25 maggio 1852	id.	750 »	1 ottobre 1865	per anni 7.
181	Pantanella Giuseppa Maria	31 marzo 1804 - Napoli	ved. di Letizia Raimondo commesso dogan in pens.	Dec. 3 magg. 1816	id.	170 »	29 novembre 1865	durante vedovanza.
182	Di Pace Maria Giuseppa	14 luglio 1835 -	orfane di Michele maestro bottaro di piante della marina napoletana, morto in pensione	id.	id.	61 20	4 febbraio 1866	durante lo stato nubile e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
	Id. Maria Nunzia	2 aprile 1837 -						
	Id. Filomena	- Napoli						
183	Savarese Anna	25 dicembre 1801 - Bonea	ved del caporale dei marinari cannonieri Cacciopali Raffaele, pensionato	id.	id.	56 10	19 maggio 1864	durante vedovanza.
184	Arnaud Luigi	5 febbraio 1818 - Napoli	già direttore del laboratorio delle pietre dure	Decreto 3 maggio 1816	id.	459 »	1 dicembre 1865	
185	Rogano Marianna	23 giugno 1805 - Gaeta	ved. di De Dura Filippo controllore dei dazi indiretti	14 aprile 1864	id.	489 »	5 novembre 1865	durante vedovanza — cioè L. 473 41 a carico dello Stato e L. 15 59 a car. del com. di Napoli
186	Schiano Rosaria	24 febbraio 1784 - Napoli	ved. di Marino Giuseppe 2° tenente morto in pensione	Dec. 3 magg. 1816	id.	170 »	16 settembre 1860	durante vedovanza.
187	Greco Angela	10 novembre 1811 - Messina	orfane del già capo maestro d'ascia della marina napoletana Giuseppe, morto in ritiro.	Decreti 3 maggio 1816 18 agosto 1831	13 id.	114 75	11 dicembre 1863	durante lo stato nubile, e maritandosi sarà loro pagata un'annata della rispettiva rata di pensione.
	Id. Anna	28 settembre 1818 - Catania						
	Id. Concetta	22 gennaio 1828 - Palermo						
188	Cappelli Maria	18 ottobre 1819 - S. Salvadore	orfana di Cappelli Pasquale già magg. di fant. di ris. morto in pens e di Pacelli Diomira morta il 26 dic. 1847	Decreto 3 maggio 1816	18 id.	510 »	26 gennaio 1866	durante lo stato nubile, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
189	D'Amore Raffaele	20 agosto 1792 - Napoli	già capo posto nel controllo doganale di Sicilia	25 gennaio 1823 23 ottobre 1858 Minist. 7 nov. 1861	id.	187 »	16 settembre 1862	
190	Ciafardini Giosuè	22 settembre 1800 - Trivento	già pretore di 2ª categoria	14 aprile 1864	id.	1216 »	1 maggio 1866	
191	Campora comm. Bartolomeo	4 luglio 1800 - Valenza	già consigliere nella Corte di cassazione a Torino	id.	id.	7200 »	1 giugno 1866	
192	Angelillo Raffaele	29 novembre 1793 - Napoli	già presidente della Gran Corte criminale	3 maggio 1816	id.	4250 »	1 aprile 1865	
193	Bargagna Silvio	3 settembre 1830 - Pisa	già aiuto computista nella prefettura di Pisa	Toscana 22 novembre 1849	id.	517 44	1 gennaio 1866	
194	Tacchini Bartolomeo	13 aprile 1794 - Formigine	già dirett. della farmacia dell'ospedale civile di Modena	14 aprile 1864	id.	1540 »	1 maggio 1865	
195	Mercuri Orlando	—	già alunno nella dogana di Ascoli	1 maggio 1828 28 giugno 1843	id.	287 28	26 settembre 1860	
196	D'Amore cav Michele	13 agosto 1799 - Piedimonte	consigliere della Corte di appello di Napoli	14 aprile 1864	id.	5600 »	1 dicembre 1865	
197	De Paolis o De Paulis Raffaela	1798 - Napoli	ved. di De Cristoforo Giuseppe commissario di polizia morto in pensione	3 maggio 1816	20 id.	680 »	10 novembre 1865	durante vedovanza.
198	Olivet Daniele	16 magg. 1792 - a S. Giov. (Pinerolo)	già usciere presso il Ministero dei lavori pubblici	14 aprile 1864	id.	997 »	1 maggio 1866	
199	Faino Gaetano	6 agosto 1820 - Milano	già applicato di 1ª classe nel Ministero di Finanze	id.	id.	3733 »	—	per una sola volta.
200	Pietrostefani Elisabetta	11 novembre 1831 - Città Ducale	ved. di D'Alessandro Ferdinando brigadiere doganale morto in pensione	3 maggio 1816	id.	76 50	21 settembre 1865	durante vedovanza.

BANCO DI SCONTO E SETE
Torino, via Santa Teresa.

L'assemblea generale ordinaria degli azionisti è convocata, a norma dell'articolo 31 degli statuti, per il giorno 30 *luglio* corrente, ad un'ora pomeridiana, nella sala della Borsa di commercio.

Ordine del giorno:

Comunicazione degli statuti deliberati nelle assemblee generali del 5 e 6 dicembre 1867, approvati con qualche modificazione dal Governo, con decreto reale 22 marzo 1868.

Presentazione dei resoconti, delle relazioni del Consiglio di Amministrazione e dei censori, e deliberazioni relative.

Deliberazione sul pagamento degli interessi sulle azioni a mente dell'articolo 48 degli statuti.

Per essere ammessi all'assemblea occorre depositare almeno dieci giorni prima (art. 28) le azioni nelle casse della Società, che sono aperte dalle 10 antimeridiane a mezzodì, e dalle 2 alle 4 pom.

Dieci azioni danno diritto ad un voto; nessuno potrà avere in nome proprio più di cinque voti (art. 30).

Qualora il numero degli azionisti intervenuti e delle azioni rappresentate non sia sufficiente per rendere valida l'assemblea, la seconda convocazione avrà luogo il giorno 10 prossimo agosto.

Cinque giorni prima dell'assemblea ogni azionista potrà aver visione dei conti nei locali della Società (art. 39).

Torino, 8 luglio 1868.

2339 LA DIREZIONE.

Domanda per nomina di perito.

Il dott. Gabbriello Camici, procuratore-notaro residente nella città di Pistoia, con atto del dì 8 luglio 1868 ha richiesta all'illustrissimo signor presidente del tribunale civile e correzionale di detta città di Pistoia la nomina di un perito per determinare il prezzo dei beni spettanti ad Antonio del fu Giovanni Andreotti di Piteglio, sottoprefettura di Pistoia, e da esso dottor Camici investiti con atto di precetto dei 30 giorni del dì 22 aprile 1868, opportunamente trascritto all'uffizio delle ipoteche di Pistoia il 3 luglio 1868, e ciò per gli effetti di legge.

2322 Dott. G. CAMICI.

Accettazione d'eredità
con benefizio di legge e d'inventario

Il vice cancelliere della pretura del 3° mandamento di Firenze rende pubblicamente noto che sotto di 3 luglio 1868 la signora Assunta del fu Angiolo Cajani vedova di Ferdinando Gargaruti domiciliata in detta città, come madre e tutrice del proprio figlio Adolfo Gargaruti costituito in età minore, ha accettato con benefizio di legge e d'inventario nell'interesse del predetto suo figlio la eredità testamentaria del signor Giuseppe del fu Gaetano Gargaruti, di lui avo paterno, morto in questa città nel dì 20 giugno del corrente anno, per quella porzione che spetta a detto suo figlio, come resulta dal testamento pubblico del giorno 20 giugno del corrente anno, rogato Paoli, da registrarsi ai termini di legge.

Li 3 luglio 1868.

Il vice cancelliere
2321 G. COMANDOLI.

Avviso.

Si diffida col presente chiunque cittadino italiano o straniero dimorante nel Regno d'Italia, credesse di poter promuovere pretese contro l'eredità mobile del fu conte Alfonso de Wimpffen I. R. colonnello austriaco, morto nel 22 luglio 1866, abbandonata in queste venete provincie, ad insinuare quelle credute pretese a questo tribunale entro luglio p. v., coll'avvertenza che in caso contrario la detta sostanza mobile sarà rilasciata alla competente I. R. Autorità Austriaca, od alla persona che la medesima legittimasse a riceverla in consegna.

Curatore a detta sostanza viene intanto destinato il signor Domenico Alborghini abitante in palazzo Fini a Santa Maria Zobenigo, a di cui cura e spesa sarà il presente inserito tre volte nella *Gazzetta di Venezia* e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

Dal R. tribunale provinciale, sezione civile.

Venezia, 22 maggio 1868.

2244 SOSTERO.

2303 **Avviso.**

Il sottoscritto nella sua qualità di sindaco provvisorio del fallimento di Raffaello Montini uniformandosi al disposto dell'art. 502 del Codice di commercio, invita tutti i creditori del fallimento suddetto a presentarsi nel termine di giorni quaranta al sottoscritto a dichiarare le somme dei loro respettivi titoli di credito, o a rimettere e depositare i loro titoli di credito nella cancelleria di questo tribunale civile e correzionale di Firenze, facente funzione di tribunale di commercio, a tutti gli effetti di ragione.

Firenze, li 2 luglio 1868.

RAFFAELLO PAOLI, sindaco.

Avviso.

Il sottoscritto, nella sua qualità di mandatario speciale della signora Stella vedova del fu signor Samuele Modigliani non che di tutti gli altri interessati nella eredità beneficiata del medesimo, deduce a notizia di chiunque possa avervi interessi che il signor pretore del IV mandamento, quartiere San Giovanni di Firenze, con decreto del 6 luglio corrente ha accordato agli eredi beneficiati Modigliani una proroga di altri mesi tre da detto giorno ad avere ultimata la compilazione della eredità suricordata.

2313 Dott. GIACOMO PIMPINELLI.

Avviso.

Si rende noto a tutti gli effetti di ragione che mediante privato atto del 16 giugno 1868, registrato a Firenze il 23 detto, reg. 15, n. 4026, con L. 149 60, i sottoscritti hanno acquistato da Carlo Bernardi e Massimina Cecconi ne'Mazzoni la totalità dei generi di merceria che si trovano nella taberna posta in Firenze in via de'Neri, n. 23, con tutti i mobili e masserizie ivi esistenti per il prezzo di lire 13,501 64.

SERAFINO PECORI.
2312 ENRICO PASQUINI.

Domanda di riabilitazione.

Signor presidente della Corte di appello, sezione di accusa, in Palermo.

D. Giuseppe Forte di D. Francesco, orefice, nato in Trapani e domiciliato in Salemi da più che dieci anni, fu condannato dalla Gran Corte criminale di Trapani con sentenza del 17 dicembre 1853 alla pena di 7 anni di ferri come reo di furto in danno di Omodeo Matteo. Nel 1860 le porte della prigione furono aperte anco per lui.

Tornato alla famiglia ed al paese di elezione, egli vi si è mantenuto esempio di buona e laboriosa condotta Salemi lo ha di continuo ammirato intento al lavoro, onesto e probo cittadino. Il sindaco che ne rilascia l'attestato, ne fa prova compiuta, avvertendo altresì la dimora di più di sei anni continui in Salemi, nè i registri penali si sono più illustrati del di lui nome.

Questo stato di resipiscenza esemplare, constatato dal certificato del sindaco di Salemi, dalle note di perquisizione del mandamento e del tribunale, qui annessi con la copia della decisione suddetta, lo avvia senza dubbio alla legale riabilitazione ai sensi degli articoli 834, 836 e 837 del Codice di procedura penale, per la quale sarà la Corte compiacente di emettere il suo parere favorevole e provocare il decreto Reale nei modi di legge.

Palermo, li 31 gennaio 1867.

AVV. ANTONINO LO PRESTI.

Visto per la legalità della firma
Il sindaco
2304 BALSANO.

2327 **Estratto.**

Con ricorso del 7 luglio 1868 il signor Giuseppe Cantini, mugnaio domiciliato presso Pomarance, rappresentato dal dottore Ernesto Ruggieri, ha fatto istanza al signor presidente del tribunale civile di Volterra per ottenere la nomina di un perito, che proceda alla stima degli appresso immobili, dei quali è stata promossa la vendita a danno del signor Ottaviano Giorgi debitore, e di Giusto Bocelli terzo possessore, in ordine al precetto esecutivo del 6 e 24 maggio 1868, trascritti all'uffizio delle ipoteche di Volterra li 15 detto, vol. 2, art. 301, e li 15 giugno di detto anno, vol. 3, articolo 31, i quali beni consistono in quanto al debitore Ottaviano Giorgi:

a) Un palazzo con orto annesso posto in Volterra, popolo di San Pietro in Sant'Agostino, in via della Porta a Selci, a cui confina: 1° via, 2° Giuseppe Sensi-Contugi, 3° via di Castello, 4° eredi della fu Maria Marchi.

b) Due effetti, che uno denominato Mezza-Costa o la Porta di Dormi, e l'altro detto le Piagge di Sant'Andrea con case coloniche ed annessi, posti ambedue presso la città di Volterra, popolo di Sant'Agostino, a cui confinano: 1° via del Seminario, Salvetti, Falconcini, Gangini, Nannini, salvo ecc.

c) Un appezzamento di terra detto la Buca con paretaio, posto nelle pendici di Volterra, popolo di San Girolamo, a cui confina: 1° Nannini, via, Salvetti, eredi Sanfinocchi, salvo ecc., descritti al catasto della detta comune di Volterra nella sezione V, particelle num. 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 785, nella sezione P, 1151, 1182, 1178, 1179, 1180, 1181, 1302, 1307, 1309, 1514, 1303, 1308, 1310, 1303", 1306, 1509, 1510, 1511, 1520, 1512, 1513, 1515, 1516, 1517, 1526, 1518, 1519, 1521, 1522, 1527, gravati della rendita imponibile di L. 627 e cent. 71.

Quanto a Giusto Bocelli, terzo possessore, un fabbricato di recente costruzione posto presso il Borgo di San Lazzero presso Volterra detto la Commenda, con striscia di terreno annesso, cui confina: 1° via di San Girolamo, Salvetti, Giorgi, oratorio salvi altri ecc., descritto al catasto di detta comunità di Volterra, sezione V, particelle di num. 1304, 1305, 1649, gravati della rendita imponibile di lire 38 e cent. 62.

Fatto a Volterra, li 7 luglio 1868.

Dott. ERNESTO RUGGIERI.

Avviso.

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse come sotto di 6 luglio stante la signora Caterina Annacci vedova Donatelli come madre e rapp. Olimpia del fu Giovanni Donatelli domiciliata a Pereta, per l'oggetto di esigere un credito che tiene contro Emilio Mazzuoli domiciliato alla Fonte ai Carpine presso Scansano, avanzò ricorso all'illustrissimo signor presidente del tribunale civile di Grosseto per l'oggetto di ottenere ammessa una perizia per la valutazione dei fondi posseduti dal debitore Mazzuoli, che intende escutere per via di subasta onde andar soddisfatta del credito che ripetè con precetto del 4 giugno ultimo scorso.

Li 7 luglio 1868.

2305 FELICE BECCHINI.

Accettazione di eredità
con benefizio d'inventario.

Con atto ricevuto dal sottoscritto cancelliere in data 4 corrente mese Gajano Giacomo fu Giuseppe Antonio, nato e domiciliato a Vespolate, ha accettato l'eredità del detto suo padre Giuseppe Antonio resosi defunto in esso luogo il 17 giugno 1867.

Dalla cancelleria di Vespolate 6 luglio 1868.

2316 GUERRA canc.

SITUAZIONE DEL BANCO DI NAPOLI
al 15 Giugno 1868

ATTIVO.

Effetti commerciali in portafoglio . . L.		17,522,559 09
Anticipazioni su pegni di oggetti preziosi . . . . L.	8,932,135 75	
» di pannine. . . . . »	1,087,595 »	10,147,916 75
» di metalli rozzi . . »	128,186 »	
Id. sopra certificati di rendita italiana . »		9,369,713 31
Id. di semestri di rendita . . . . »		196,777 »
Id. sopra pegni di mercanzie . . . . . »		310,630 46
Credito sul Tesoro dello Stato per numerario immesso nella Zecca dal 1818 al 1862 . . . . »		1,640,778 84
Credito sullo stralcio della Cassa di risparmio . . . . »		115,600 »
Credito verso la provincia di Napoli pel premio dovuto sulle somme anticipate dal Banco pel prestito nazionale . . »		2,193,993 »
Altro verso la provincia di Bari per la causa medesima . . . . »		585,888 24
Altri sopra diversi . . . . »		974,025 26
Quota del prestito naz. pagata dal Banco in acquisto di L. 1,562,590 . . . . »		27,144,926 84
Fondi pubblici per l'annua rendita di lire 198,671 75 al prezzo del 2 gennaio 1868 »		1,923,142 54
Certificati della Tesoreria generale dell'annua rendita compless. di L. 2,316 25 pel capitale di . . . . »		73,864 61
Obbligazioni municipali di Napoli di annue L. 15,448 75 al prezzo del 2 genn. 1868 »		219,372 25
Immobili. . . . . »		4,621,158 19
Mobili . . . . »		94,974 50
Numerario immobilizzato . . . . »		20,000,000 »
Numerario e bigl. della Banca Naz. esistenti nelle casse di Napoli, Bari e Firenze. . »		21,960,252 75
Biglietti della Banca Naz. ricevuti sul numerario immobilizzato a norma dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866, ed esistenti nelle Casse del Banco, oltre gli anzidetti. . . . . »		3,660,000 »
Totale L.		123,055,573 63

PASSIVO.

Polizze e fedi di credito in circolazione L.	91,388,663 66
Libretti emessi dalla Cassa di risparmio »	2,932,425 21
Conti correnti ad interesse . . . . »	1,688,839 92
Biglietti somministrati dalla Banca Nazionale a' sensi dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866 . . . . »	3,660,000 »
Capitale patrimonio del Banco . . . . »	23,385,644 84
Totale L.	123,055,573 63

2320

Il Ragioniere Generale ANTONIO DE LUCA. — Visto *Pel Direttore Generale* Giorello. — Visto *L'Ispett. del sind. govern.* C. Salvi. — Per copia conforme *Il Segret. Gen.* G. Marino.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE TOSCANA
AL 30 GIUGNO 1868

ATTIVO.

	Lire	Lire
Portafoglio		25,155,148 29
Firenze	10,167,308 24	
Livorno	2,708,788 95	
Succursali . . .	12,279,051 10	
Imprestiti contro pegno.		6,234,952 »
Firenze	2,887,305 »	
Livorno	2,718,030 »	
Succursali . .	629,617 »	
Recapiti per conto della Banca Nazionale		79,679 08
R. Tesoreria per deposito fruttifero		1,680,000 »
Massa metallica immobilizzata (art. 5, R. decreto 1° maggio 1866)		2,698,496 »
Conto prima montatura		199,500 03
Fondi pubblici		709,206 24
Spese generali		226,272 91
Firenze	33,495 66	
Livorno	38,570 88	
Comuni a tutte le sedi . . .	106,840 87	
Succursali . .	47,365 50	
Diversi.		266,241 62
Cassa		8,793,994 04
		46,043,490 21

PASSIVO.

	Lire	Lire
Capitale		10,000,000 »
Biglietti decimali in circolazione		28,901,280 »
Detti in moneta toscana, non tornati a Cassa		148,512 »
Depositi e conti correnti infruttiferi		207,106 53
Firenze . . .	101,466 66	
Livorno . . .	32,351 »	
Succursali .	73,288 87	
Depositi e conti correnti fruttiferi		1,541,373 23
Firenze . . .	1,541,373 23	
Livorno . . .	»	
Succursali . .	»	
Risconto del portaf. e pegni		307,085 25
Sconti, interessi e proventi in massa		1,078,497 07
Firenze . . .	457,809 80	
Livorno . . .	216,674 04	
Succursali .	404,013 23	
Massa di rispetto al 31 dicembre 1867 .		911,655 33
Mandati all'ordine		54,553 27
Azionisti per utili non percetti		43,252 »
Banca Nazionale nel Regno d'Italia come sopra biglietti a mente dell'art. 6, decreto 1° maggio 1866		2,698,500 »
Diversi.		151,675 53
Alienazione obbligazioni 15 sett. 1867 »		000,000 00
		46,043,490 21

V° *Il Direttore per la sede di Firenze* G. G. BERTINI.

Il Ragioniere A. CARRARESI. 2314

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE
NEL REGNO D'ITALIA
A tutto il giorno 20 giugno 1868

ATTIVO.

Numerario in cassa nelle sedi e succursali . . . . L.	175,183,034 40
Esercizio delle zecche dello Stato »	2,977,253 53
Stabilimenti di circolazione (fondi somministrati). . . . . »	12,772,500 »
Portafoglio nelle sedi e succursali »	300,431,241 76
Anticipazioni id. »	53,206,856 33
Effetti all'incasso in conto corr. . »	190,248 75
Fondi pubblici applicati al fondo di riserva. . . . . »	16,003,975 »
Tesoro dello Stato (L. 27 febb. 1856) »	240,798 96
Id. conto mutuo 278 milioni (Regio decreto 1° maggio 1866) . . . . »	278,000,000 »
Id. conto anticipazione 100 milioni (Convenzione 12 ottobre 1867) . . »	77,500,000 »
Immobili . . . . »	6,780,915 96
Azioni da emettere. . . . . »	20,000,000 »
Azionisti, saldo azioni. . . . . »	24,000,000 »
Debitori diversi. . . . . »	16,407,780 29
Spese diverse . . . . »	4,520,371 52
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova . . . . »	468,888 90
Obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 in cassa. . . . . . . »	27,028,300 »
Depositi volontari liberi. . . . . »	86,250,493 65
Depositi obbligatori e per cauzione »	103,162,186 15
	L. 1,205,144,875 20

PASSIVO.

Capitale. . . . . L.	100,000,000 »
Biglietti in circolazione. . . . . »	771,871,900 60
Marche da bollo in circolazione. . . »	14,220 »
Fondo di riserva. . . . . »	16,000,000 »
Tesoro dello Stato (disponibile . . »	»
conto corr. (non dispon. . »	1,134,909 79
Conti corr. (Disponibile) nelle sedi e succursali. . . . . »	10,791,176 99
Id. (Non disponibile) id . . . . »	35,367,706 18
Biglietti a ordine (art. 21 degli statuti) »	6,948,207 95
Mandati a pagarsi . . . . »	17,161,493 »
Dividendi a pagarsi. . . . . »	139,492 50
Sottoscrizione per l'alienazione delle obbligazioni 15 settembre 1867. . »	7,227,125 20
Creditori diversi. . . . . »	16,426,147 44
Deposito obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 . . . . »	27,028,300 »
Depositanti d'oggetti e valori diversi »	189,412,679 80
Risconto del semestre precedente e saldo profitti . . . . »	973,128 27
Benefizi del semestre in corso. . . . »	3,952,733 93
Servizio del debito pubbl. in Torino »	695,653 55
	L. 1,205,144,875 20

Visto: *Pel sindacato governativo*
2292 G. del Castillo.

Per autenticazione
Il Direttore generale: Bombrini.

PRESTITO A PREMI 1861 DELLA CITTÀ DI MILANO

27ª ESTRAZIONE — 1° luglio 1868.

SERIE ESTRATTE
643 - 1565 - 2344 - 2972 - 4872 - 5785 - 6862 - 6874 - 7798.

Le obbligazioni qui sotto enumerate sono rimborsabili coi premi ivi menzionati.

Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire	Numero	Lire
Serie 643		Serie 2344		Serie 4872		Serie 6862		Serie 7798	
7 —	60	8 —	60	18 —	60	8 —	60	5 —	400
17 —	60	13 —	60	37 —	60	12 —	60	10 —	60
21 —	100	21 —	60	42 —	100	13 —	100	12 —	60
22 —	5000	44 —	60	49 —	1,000	19 —	60	13 —	200
23 —	100	48 —	60			33 —	60	16 —	60
36 —	60					38 —	60	18 —	100
37 —	60			Serie 5785				20 —	60
		Serie 2972						26 —	60
Serie 1565				9 —	60	Serie 6874		33 —	60
		6 —	60	19 —	60			34 —	1,000
10 —	60	13 —	60	20 —	60	14 —	400	39 —	60
12 —	100	15 —	60	26 —	100	16 —	1,000	44 —	400
15 —	100,000	16 —	100	29 —	60	35 —	60	49 —	60
17 —	60	28 —	60	32 —	400				
23 —	200	30 —	60	33 —	200				
24 —	60	37 —	60	38 —	60				
26 —	60	40 —	200	41 —	60				
39 —	60	42 —	60						
45 —	200	46 —	60						
46 —	100	47 —	200						
47 —	100								
50 —	60								

Tutte le altre obbligazioni contenute nelle 9 serie suddescritte sono rimborsabili con it. lire 46.

Il rimborso si fa a datare dal 1° gennaio 1869:
A Milano, presso la Cassa Comunale
A Bruxelles, presso la Ditta I. Errera Oppenheim
A Francoforte sul Meno, presso la Ditta A. Reinach
A Parigi, presso la Ditta Kohn Reinach e C.
} Al cambio del Milano.

La prossima estrazione avrà luogo il 1° ottobre 1868.

Milano, il 1° luglio 1868.

La Giunta municipale
Il Sindaco BELINZAGHI.
L'Assessore VITTADINI. *Il Segretario* GIANI.

Per la Commissione
Servolini Carlo, assessore munic.
Sala Luigi, consigliere comunale.
Cavajani Francesco.

2284

PRESTITO A PREMII ED INTERESSI
DELLA
CITTA' DI FIRENZE

Si avvertono i possessori dei titoli non liberati interamente del suddetto prestito che l'altro versamento di fr. 60 per obbligazione scade dal 5 al 15 del mese di luglio corrente. La seconda estrazione del detto prestito avrà luogo il 1° *agosto prossimo futuro.* 2269

Estratto di bando
per vendita giudiciale coatta.

La mattina del dì ventisei agosto mille ottocento sessantotto nella sala delle udienze del tribunale civile di Volterra, sulle istanze del signor Luigi del fu Angelo Calastri, possidente e dimorante in comune di Volterra in proprio e come procuratore generale dei fratelli Ferdinando e Maria Calastri, tutti rappresentati dal loro procuratore legale dott. Alessandro Norchi, sarà proceduto sul prezzo ad esso attribuito dal perito giudiciale Terzilio Bartolini, agli incanti pubblici per vendita coatta dell'appresso stabile spettante a Silvino, Giovanni ed Emilio fratelli Battani di questa città investito dagli atti di espropriazione forzata dei detti signori Calastri e posto nel popolo e comune di Volterra e descritto come appresso:

Una casa posta nel Borgo di S. Lazzero presso Volterra al numero civico 296, composta di tre piani compreso il terreno, rappresentata al catasto di questa città in sezione P, particella di n. 1545, articolo di stima 856, con rendita imponibile di lire 10 e cent. 10, valutata dal perito Bartolini suddetto lire 3210 al netto di ogni detrazione.

Gli oneri e condizioni della vendita si trovano latamente descritti nel bando esistente nella cancelleria di questo tribunale in unione ai documenti relativi.

Volterra, li 4 luglio 1868.

Il cancelliere
2301 Ser A. BACIOCCHI.

Estratto di bando
per vendita coatta.

La mattina del dì diciannove agosto mille ottocento sessantotto nella sala d'udienza del tribunale civile di Volterra sulle istanze del nobile signor cav. Giorgio Magnani, possidente dimorante a Pescia, assistito dal proprio curatore avv. Giuliano Bernardi di Lucca, ambedue domiciliati elettivamente in Volterra presso il loro procuratore legale dott. Alessandro Norchi, sarà proceduto sul prezzo ad esso attribuito dal perito giudiciale Attilio Bandiera, agli incanti pubblici per vendita coatta dell'appresso stabile spettante alla signora Paolina Rossi vedova Benassi di Piombino investito dagli atti di espropriazione forzata del detto signor Magnani e posto nel popolo e comune di Piombino, e descritto come appresso:

Una casa di proprietà della nominata vedova Benassi posta in Piombino al numero civico sette, composta di tre piani compreso il terreno, indicata ai campioni catastali di quel comune in sez. A, rappresentata dalla particella di n. 83, articolo di stima 18 e sui nuovi ruoli dell'imposizione sui fabbricati onerata della rendita imponibile di lire 293 e cent. 40, su cui viene corrisposto il dazio annuale di lire 38 e cent. 51, comprese le sovraimposte provinciali e comunali, valutata dal perito Bandiera lire settemila ottocento ventidue e cent. 87 al netto di ogni detrazione.

Gli oneri e condizioni della vendita si trovano latamente descritti nel bando esistente nella cancelleria di questo tribunale in unione ai documenti relativi.

Volterra, li 4 luglio 1868.

Il cancelliere
2302 Ser A. BACIOCCHI.

Avviso
per aumento di sesto.

All'udienza di questo tribunale civile e correzionale del sette luglio 1868 furono aggiudicati a Gio. Giuliano del fu Matteo Morelli residente a Palleggio, tanto per sè, che per Eufemia del fu Jacopo Lucchesi vedova del fu Giuseppe Giannini residente in Lucca, presso la quale elesse domicilio il detto Morelli, i beni esecutati a pregiudizio di Anselmo, Gaudenzio e Bartolomea fratelli e sorella Bianchi, descritti nel bando del 19 gennaio prossimo passato, posti nel comune de' Bagni di Lucca, popolo di Palleggio, luogo detto a Balchi, a Campo, Collina e nelle Prata, e Campo Sopra, per il prezzo di italiane lire novecento cinquantuna e cent. settanta.

Il termine per l'aumento del sesto spira il 22 luglio corrente.

Dalla cancelleria del tribunale di Lucca, li 7 luglio 1868.

2325 F. MASSEANGELI, canc.

2309 **Estratto.**

Mediante pubblico istrumento del dì quattro luglio mille ottocento sessantotto rogato dal notaro ser Vincenzio Guerri, da registrarsi nel termine prescritto dalla legge, i signori Luigi del fu Gaetano Gherardi e Ferdinando del fu Francesco Morini, possidenti domiciliati in Firenze, a causa dell'espropriazione per la costruzione del Campo di Marte faciente parte dei lavori occorrenti all'attuazione del piano regolatore d'ampliamento della città di Firenze, hanno ceduto, venduto e trasferito alla comunità di Firenze un podere con casa colonica e casa padronale, posto in comunità di Firenze, già Fiesole, e riconosciuto al catasto nella sezione G dagli appezzamenti 778, 779, 780, 781, 782 e 1108, con gli articoli di stima 434, 435, 436, 437, 262 e 438, gravati cumulativamente della rendita imponibile di lire 340 11, ai quali confina: 1° a mezzogiorno-ponente, viuzzo dei Conti; 2° volgendo a ponente-tramontana, e quindi 3°, 4° e 5° Puliti Pietro; 6° Puccini Pietro, e 7° municipio di Firenze, salvo ecc.

Qual vendita e respettiva compra è stata fatta per il prezzo, comprensivo di qualunque indennità, di lire trentaseimila trecento novanta e cent. 66, che dovrà esser pagato dalla comunità di Firenze, unitamente ai frutti al cinque per cento dal dì venti febbraio mille ottocento sessantotto, previa la prova della libertà dei beni espropriati, decorsi che sieno trenta giorni da quello nel quale sarà inserito il presente estratto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* per i fini ed effetti voluti dall'articolo 54 della legge de' 25 giugno 1865.

Dott. LUIGI LECCI
proc. della comunità di Firenze.

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA, via del Castellaccio.